INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 16 mars 2022**

* Les marchés européens ont nettement progressé, galvanisés par l’espoir d’un accord en Ukraine. Le CAC 40 a gagné 3,68% à 6 588,64 points et l’EuroStoxx50 a progressé de 4,13% à 3 892,50 points. Alors que la Fed fera connaître sa décision de politique monétaire ce soir – une hausse des taux de 25 points de base est très largement anticipée – les marchés américains étaient aussi bien orientés. Le Dow Jones gagnait plus de 1% vers 17h30.
* Déjà très bien orientées, les Bourses européennes ont accru leur avance après 15 heures et la publication d'un article du Financial Times sur des progrès dans les discussions entre l'Ukraine et la Russie.
* " L'Ukraine et la Russie ont fait des progrès significatifs sur un plan de paix provisoire en 15 points comprenant un cessez-le-feu et le retrait de la Russie si Kiev se déclare neutre et accepte des limites pour ses forces armées, affirme le quotidien britannique des affaires en citant trois personnes impliquées dans les pourparlers.
* L'accord proposé impliquerait que Kiev renonce à ses ambitions de rejoindre l'OTAN et promette de ne pas accueillir de bases militaires ou d'armements étrangers en échange de la protection d'alliés tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et la Turquie.
* Le Financial Times ajoute cependant que " les responsables ukrainiens restent sceptiques quant à l'engagement du président russe Vladimir Poutine en faveur de la paix et craignent que Moscou ne gagne du temps pour regrouper ses forces et reprendre son offensive ".
* A ce sujet, le président russe a de nouveau délivré un discours musclé en début d'après-midi. " Tous les objectifs seront atteints. Nous assurerons de manière fiable la sécurité de la Russie et de notre peuple " a-t-il notamment déclaré.
* En hausse de 0,4% à 1,0999 dollar, l'euro signe sa troisième séance de hausse consécutive. Le devise européenne, qui a atteint le 7 mars 1,0808 dollar, soit son plus bas niveau depuis le printemps 2020, profite du regain d'appétit pour le risque. Par ailleurs, les investisseurs allègent leurs positions en dollars dans la perspective des conclusions de la réunion de politique monétaire de la Fed, à 19h. Les investisseurs s'attendent à ce que Jerome Powel relève son principal taux directeur de 25 points de base.

L'incertitude sur les perspectives économiques alimentée par la guerre en Ukraine a fait tomber dans l'oubli le scénario d'un durcissement de la politique monétaire de 50 points de base. Pour autant, le marché anticipe toujours 7 hausses des taux cette année aux Etats-Unis.

* Les transactions sur le nickel ont connu un redémarrage chaotique au LME. Après une semaine d’interruption, la cotation a été rapidement suspendue en raison d’un problème informatique. Le cours du nickel avait chuté de 5%, soit le maximum autorisé selon les nouvelles règles imposées par le marché londonien après la débâcle de la semaine passée. Le cours du métal blanc avait doublé en quelques minutes mardi 8 mars jusqu'à dépasser 100 000 dollars la tonne, des rachats de short créant une spirale haussière.

Cette flambée trouvait son origine dans une position vendeuse massive détenue par Xiang Guangda, qui contrôle le plus grand producteur de nickel au monde, Tsingshan Holding Group. Le LME a ensuite décidé d'annuler 3,9 milliards de dollars de transactions.

* L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions contre ses exportations de pétrole vont déséquilibrer le marché, à moins que les principaux producteurs n'augmentent leur production, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'impact pourrait se traduire par un manque effectif de 3 millions de barils par jour de l'offre russe sur les marchés mondiaux à partir du mois prochain. L'agence a réduit ses prévisions concernant l'offre mondiale de pétrole cette année de 2 millions de barils par jour, à 99,5 millions de barils par jour.
* Aux Etats-Unis, les ventes au détail ont progressé de 0,3% en février 2022, sur un mois, là où le consensus Briefing.com tablait sur une hausse de 0,4 %. Elles avaient grimpé de 4,9% en janvier 2022 (chiffre révisé de +3,8%). Hors secteur automobile, elles ont progressé de 0,2% en février, après une hausse de 4,4% le mois précédent (chiffre révisé de +3,3%) et un consensus de +0,8%.

**SOCIETES**

* Les espoirs ont soutenu en particulier les valeurs cycliques à l'instar des secteurs automobile et bancaire. En revanche, les sociétés liées à la défense, Thales et Dassault Aviation, ont été parmi les rares à finir dans le rouge.
* Publicis a gagné 4,72% à 58,1 euros. Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, le groupe de communication a cédé plus de 7%, sous-performant cette fois-ci son indice de référence, en raison de son exposition à l'Europe de l'Est: il y a réalisé 2% de ses revenus au dernier trimestre 2021, pour une croissance organique de 18,1% sur un an. Mais hier soir, dans le cadre des sanctions internationales à l'encontre de Moscou, Publicis a annoncé l'arrêt immédiat de ses activités et investissements en Russie.

La société implantée sur les Champs Élysées cède ainsi le contrôle de ses agences au management local: le contrôle des opérations est transféré à Sergey Koptev, président fondateur de Publicis en Russie, qui a pour engagement contractuel d'assurer l'avenir de ses collaborateurs dans le pays.

Condamnant l'invasion de l'Ukraine, Arthur Sadoun, président du directoire de Publicis, assure que son groupe a pris "des mesures fortes pour répondre à la gravité de la situation en prenant le temps nécessaire pour trouver une solution qui respecte et assure un avenir à [ses] 1200 collaborateurs".

"Ils font aussi partie du groupe et nous ne pouvions pas les abandonner, a ajouté le dirigeant. En cédant nos opérations en Russie à Sergey, nous arrêtons immédiatement nos activités en Russie et nous nous assurons que nos collaborateurs aient un avenir au sein de cette nouvelle organisation".

Publicis emploie également 350 personnes en Ukraine, avec qui il affirme être en contact quotidien pour apporter toute l'aide dont elles auraient besoin.

"Qu'il s'agisse de la mise en place de systèmes d'alerte de sécurité, d'un soutien psychologique, d'une aide pour leurs visas ou de la garantie de leurs salaires pour l'ensemble de l'année, nous sommes à leurs côtés pour leur apporter chaque jour toujours plus d'aide et le plus rapidement possible", a précisé Arthur Sadoun.

Avec sa décision, Publicis vient compléter une liste déjà longue de compagnies occidentales ayant choisi de quitter la Russie ou d'y suspendre leurs investissements. En France, parmi les dernières en date, Michelin a annoncé hier l'arrêt de son usine de Davydovo, comptant environ 750 employés.

* TotalEnergies a cédé 0,5% à 45,54 euros dans un marché haussier. La major pétrolière est pénalisée par l'accalmie observée sur le marché pétrolier. Hier soir, le baril de WTI a terminé la journée à 97 dollars, soit avec une perte de plus de 25% de sa valeur depuis son sommet de 130,5 dollars atteint le 7 mars dernier. Au-delà des vicissitudes du marché, le groupe désormais " multi énergies " est par ailleurs sous la pression d'ONG lui reprochant de maintenir sa présence en Russie. Sauf que le pays représentait 24% de ses réserves prouvées et 17% de sa production combinée de pétrole et de gaz.

Dans ce cadre, il n'est pas sûr que la confirmation, ce matin, du départ du groupe de Birmanie soit un motif d'espérance pour ces ONG.

Il a fallu en effet 20 ans à TotalEnergies pour renoncer à sa présence dans un pays gouverné par des dirigeants qui violent ouvertement les droits humains.

Et pourtant, la contribution de la Birmanie à son activité était bien plus faible que l'est la Russie, soit autour d'1%. Pour justifier son engagement, TotalEnergies expliquait qu'un départ aurait pour conséquence de laisser le champ libre à d'autres opérateurs moins regardants sur les droits humains.

* Sanofi et et la biotech américaine Seagen ont conclu un accord exclusif de collaboration en vue de la conception, du développement et de la commercialisation de conjugués anticorps-médicament (ADC) contre jusqu'à trois formes de cancer. Cette collaboration prendra appui sur la technologie exclusive des anticorps monoclonaux (mAb) de Sanofi et sur la technologie exclusive ADC de Seagen. Les ADC sont des anticorps conçus pour délivrer des médicaments anticancéreux puissants aux cellules tumorales exprimant une protéine spécifique. Sanofi a actuellement un ADC en développement.

Aux termes de cette collaboration, Seagen et Sanofi co-financeront les activités de développement globales et partageront les bénéfices à parts égales. De plus, Sanofi versera un montant forfaitaire à Seagen pour chacune des trois cibles qui seront sélectionnées. La première cible de cette collaboration a déjà été désignée.

* Stellantis a annoncé aujourd’hui le lancement de son premier fonds de capital-risque avec la création de Stellantis Ventures. Le fonds a pour objectif d’investir dans un premier temps, 300 millions d’euros dans des startups développant des produits innovants orientés clients, susceptibles d’être déployés dans les secteurs automobile et mobilité, et ce à différentes étapes de leur évolution.

Stellantis Ventures agira en tant qu'investisseur stratégique et aidera les startups à intégrer les nouvelles technologies dans l'entreprise dans un délai restreint – rendant ainsi possible cette appropriation en quelques mois au lieu de plusieurs années.

" Ces investissements auront un impact non seulement sur les efforts de Stellantis en matière d'écoresponsabilité, de compétitivité et de technologies embarquées, mais également sur l'expérience de nos clients dans les domaines du marketing, des ventes et du financement ", a expliqué le constructeur automobile.

* Sur des marchés actions bien orientés, BMW grimpe de 2,67 % à 77,33 euros. Pourtant, le constructeur automobile allemand a prévenu que la guerre en Ukraine allait peser sur sa marge du segment automobile en 2022. Le groupe de Munich vise ainsi une marge d’Ebit comprise entre 7 % et 9 %, alors qu’il aurait visé une marge comprise entre 8 % et 10 % sans l’impact de ce conflit. BMW explique que la guerre va perturber dans les prochaines semaines sa production.

Il précise qu'il continue de s'approvisionner en pièces détachées dans l'Ouest de l'Ukraine et qu'il s'appuiera sur un haut niveau de flexibilité pour minimiser les perturbations sur son réseau de production.

En parallèle, BMW a dit s'attendre à une hausse " significative " des revenus dans sa branche automobile et de son Ebit cette année, grâce à la consolidation complète de BMW Brilliance en Chine. Toujours dans sa branche automobile, le groupe bavarois vise un free cash flow d'au moins 7 milliards d'euros en 2022.

S'agissant de la pénurie de semi-conducteurs, BMW estime qu'elle devrait toujours faire sentir ses effets et que la situation ne devrait pas s'améliorer avant le second semestre 2022.

Malgré ce contexte général délicat, le groupe prévoit d'augmenter ses effectifs jusqu'à 5 % cette année, notamment dans le cadre de sa transition vers l'électrique.

BMW précise que l'ensemble de ses prévisions ne prennent pas en compte un renforcement significatif des sanctions contre la Russie, l'extension du conflit en dehors de l'Ukraine, ou une nouvelle augmentation substantielle des prix de l'énergie et des matières premières.

**ANALYSES**

* La guerre en Ukraine est en train de sérieusement chambouler la reprise qui était pourtant bien engagée, dans la zone euro en général et en France en particulier. Les économies européennes font désormais face à un triple choc, dont les effets sont aujourd'hui très difficiles à mesurer, a averti l'Insee. L'institut présentait ce mercredi ses prévisions : un choc inflationniste avec la flambée du prix des matières premières ; un choc sur les chaînes d'approvisionnement qui risque de faire apparaître de nouvelles pénuries ; un choc de confiance, plus lancinant, pour les entreprises et les ménages. Deux ans après le début de la pandémie de Covid-19, l'incertitude est revenue à son maximum pour l'activité économique.

Avec le choc sur le prix des matières premières, « la guerre attise encore plus l’inflation », souligne Julien Pouget, le chef du département de la conjoncture de l'Insee. L’inflation a déjà atteint 3,6 % sur un an au mois de février et devrait encore progresser. En avril, elle sera aussi tirée à la hausse par les produits alimentaires, avec la mise en œuvre des négociations commerciales entre les producteurs et la grande distribution, prévient l'Insee.

Le rythme de hausse des prix à la consommation « pourrait se situer au cours du deuxième trimestre autour de 4,5 % », dont la moitié s'expliquerait par la hausse du prix du gaz, du pétrole et de l'électricité, malgré le bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement. Le plafonnement du prix de l'électricité, le chèque énergie, tempère toutefois l'inflation. L'Insee estime que la hausse des prix aurait déjà dépassé 5 % le mois dernier sans les mesures gouvernementales. Celles-ci expliquent d'ailleurs que l'inflation en France soit la plus faible de toute la zone euro. Cela ne suffira toutefois pas à empêcher un recul du pouvoir d'achat sur les premiers mois de 2022.

Devant les incertitudes liées à la guerre en Ukraine, l'Insee prévoit 0,3 % de croissance au premier trimestre mais ne donne aucun chiffre pour la suite de l'année. Les économistes de l'institut ont cependant calculé l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur l'activité économique cette année. Si les prix du gaz et du pétrole restaient à leur niveau de début mars - une hypothèse pessimiste puisqu'ils ont reculé depuis -, alors le PIB sur l'année serait amputé d'environ un point, tout comme la consommation des ménages.

La balance commerciale, elle, plongerait encore un peu plus dans le rouge. Le déficit commercial serait alourdi de 2,5 points de PIB par rapport à une situation normale. « Nos voisins seront aussi touchés par la hausse des prix de l'énergie, ce qui va réduire la demande adressée à la France. Notre commerce extérieur sera aussi pénalisé par l'activité économique amoindrie de nos partenaires commerciaux », explique Olivier Simon, économiste à l'Insee.

Le deuxième choc, c'est celui qui pourrait survenir sur les chaînes d'approvisionnement. La Russie et l'Ukraine sont intégrées dans l'économie mondiale et produisent certains métaux et matières premières importantes. Le conflit renforce « le risque d'apparition de nouvelles ruptures d'approvisionnement », alerte Julien Pouget. Sans compter que les confinements qui se profilent en Chine, en raison de la pandémie, pourraient aggraver la situation.

Enfin, c'est aussi un « choc d'incertitude et de confiance, qui peut avoir des effets sur l'investissement des entreprises et la consommation des ménages », insiste Julien Pouget. L'Insee l'observe déjà. Les chefs d'entreprises interrogés par l'institut entre le 25 février et le 14 mars ont fortement revu à la baisse leurs perspectives générales d'activité. C'est particulièrement le cas des industriels.

Quant aux ménages, ils sont aussi nettement plus pessimistes qu'en début d'année avec les hostilités déclenchées par la Russie aux portes de l'Union européenne. A ce stade, il est encore impossible de prévoir tous les effets de ce conflit.

**L’AGENDA DU 17 mars 2022**

**11h00 en zone euro**
Inflation (définitive) de février

**13h30 aux Etats-Unis**
Inscriptions hebdomadaires au chômage
Permis de construire et mises en chantier en février
Indice manufacturier de la Fed de Philadelphie en mars

**14h15 aux Etats-Unis**
Production industrielle et taux d'utilisation des capacités de production en février